



G.I.P.E. Limeil Brévannes

Groupement Indépendant de Parents d'Elèves

<http://www.gipe-limeilbrevannes.fr>

www.facebook.com/gipe.limeilbrevannes 

Limeil-Brévannes, le 16 décembre 2016

Madame Béatrice Gille

Rectrice de l'Académie de Créteil

Objet : Manque d'un 2^{ème} CPE et de moyens humains au collège REP Korczak de Limeil-Brévannes

Madame la Rectrice,

Nous, représentants de parents d'élèves indépendants et majoritaires du collège Janusz Korczak de Limeil-Brévannes, venons de sortir d'audience avec l'inspection académique en accompagnant la délégation d'enseignants et leurs délégués syndicaux ce lundi 12/12/2016.

Pour la deuxième fois, cette délégation a été reçue par l'inspection et force est de constater que les problèmes remontés ne sont pas compris ni pris au sérieux puisqu'aucun moyen supplémentaire n'est accordé au collège. Sachez qu'il est passé REP depuis 2 ans et en catégorie 4 depuis la rentrée 2016.

Un seul chiffre : en 2013, avec 552 collégiens : 7,5 postes d'ASSED étaient pourvus (collège non REP à cette époque). En 2016, ce sont plus de 630 collégiens qui sont présents mais c'est toujours : 7,5 AED et 1 seule CPE qui sont affectés !

Suite à de nombreux incidents et dysfonctionnements depuis le début de l'année scolaire (manque de principale adjointe plus d'un mois, mise à pied et départ précipité de la majorité des anciens AED connus et respectés, etc.), une escalade de violence entre élèves mais aussi face aux adultes est constatée par les enseignants, par les personnels de la vie scolaire, par les personnels de service mais aussi par la direction et les parents.

Face à la multiplication des situations dangereuses pour les élèves et membres du collège (début d'incendie volontaire, message de la direction le 16 décembre dans les classes pour les élèves : « ne sortez plus au prochain déclenchement de l'alarme incendie, et si c'est vrai, tant pis, vous brûlerez ici », mouvements de foule, piétinements, déclenchements intempestifs de l'alarme incendie, crachats, racket, dessins vulgaires, attouchements, jeux violents tels le « sauvage challenge », agressions physiques et verbales à l'égard d'élèves mais aussi d'adultes, etc.) les enseignants ont fait part de leur souffrance au quotidien à leur hiérarchie pour demander de l'aide avec l'adjonction provisoire (le temps de statuer sur les effectifs) d'un second CPE et de nouveaux AED.

La seule réponse de l'inspection est : « votre établissement est doté de 7,5 AED, aujourd'hui 1 poste n'est pas encore pourvu mais il va l'être prochainement. Nous sommes ainsi très confiants sur le fait que ceci résolve tous les problèmes à très court terme » !!!

Alors que le collège est en REP, l'institution ne met aucun moyen complémentaire nécessaire et assure avec naïveté que l'escalade de violences depuis la rentrée (plus de 125 rapports d'incidents ont été remis à l'IA) va se résoudre seule ou éventuellement avec une formation sur la résolution de conflits !

Nous comprenons surtout qu'ils n'ont pas les moyens de répondre autre chose par manque de ressources allouées.

C'est pour cela que nous vous sollicitons directement car, côté parents, nous sommes très inquiets et avons vu des mouvements incontrôlables de foule, des bousculades, des enfants piétinés et blessés, des bagarres que ce soit dans la cour mais aussi aux abords sur le chemin d'accès au collège.

Nous vous avons bien vu dans la presse avec Mme la Ministre concernant la création de postes de CPE le 4 novembre 2016. Mais au-delà de l'effet d'annonce, alors que nous sommes en situation de crise dans le collège de nos enfants, l'inspection refuse d'attribuer le moindre moyen.

Pour nous, être en REP n'est pas une excuse pour banaliser la violence mais au contraire une occasion d'avoir des moyens complémentaires pour la limiter. Comme nous l'avons écrit à la DASEN, nous ne pouvons que constater que ses services privilégient la réaction à la prévention et qu'ils préfèrent mettre des EMS ponctuellement là où cela déborde (par exemple suite au droit de retrait des enseignants) sans porter la moindre attention aux situations qui sont en train d'exploser à court terme.

Avant d'en appeler aux politiques, nous vous sollicitons pour nous aider à obtenir de toute urgence :

- Un diagnostic sécurité (le communiqué évoque : Les établissements qui le souhaitent pourront bénéficier d'ici la fin de l'année d'un diagnostic local de sécurité pour mesurer le niveau de violence à proximité et dans leurs murs. « Les résultats de ces enquêtes permettront de bâtir un plan d'actions cohérent et adapté aux réalités locales », espère la ministre. Ces diagnostics seront réalisés par les équipes mobiles de sécurité (EMS) du rectorat et par la Mission de prévention et de lutte contre les violences en milieu scolaire.)
- Un deuxième CPE (au moins en urgence, le temps de rétablir une situation « normale » pour permettre d'ajuster, à terme, le nombre de postes aux besoins)
- Des AED complémentaires (dont le nombre sera à déterminer en fonction du diagnostic sécurité qui sera diligenté dans l'établissement)

Connaissant la situation d'urgence, nous ne manquerons pas d'agir rapidement avant que les incivilités et les incidents n'empirent vers des faits encore plus répréhensibles. Des collégiens ont été menottés par la police nationale pour la première fois cette année et nous ne voulons pas que ceci se reproduise.

Quels peuvent être les enseignements dans un tel collège dans lequel la violence occupe l'essentiel des préoccupations de la direction et du personnel ? Comment peut-on espérer une continuité pédagogique et une stabilité des équipes lorsque de plus en plus de leur énergie est dévolue à gérer les violences ? Comment peut-on imaginer que le collectif des enseignants continue toutes leurs actions telles les activités lors du temps de pause méridienne s'ils ne sont respectés ni par les élèves ni par leur hiérarchie académique ? Quelle sont les leviers restants pour la réussite scolaire lorsque l'appel au secours des enseignants en détresse n'est pas entendu ? Est-il normal qu'aucune réponse ne soit proposée par l'Education Nationale lorsque le climat est dégradé par la violence devenue quotidienne et banale dans un collège identifié REP ?

Nous vous remercions par avance de votre réponse et vous prions de recevoir, Madame la Rectrice, nos respectueuses salutations.

Pour le bureau et les parents élus du GIPE, bureau@gipe-limeilbrevannes.fr

Pièces jointes :

- Courriers des enseignants
- Courriers des représentants des parents d'élèves
- Articles de presse déjà sortis

Copie : Mme la DASEN, Mme la Principale, les professeurs et parents d'élèves de Janusz Korczak de Limeil-Brévannes et les élus membres du conseil d'administration